



Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des Parties**Vingt-sixième session**

Genève, 22 et 23 juin 2022

Point 7 de l'ordre du jour provisoire**Exécution des programmes de travail pour 2018-2021 et pour 2022-2025, y compris les questions financières****Rapport sur les contributions et les dépenses liées à l'exécution des programmes de travail au titre de la Convention pour 2018-2021 et pour 2022-2025***Résumé*

Le présent rapport a été établi en application de la décision adoptée par la Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement à sa septième session (Genève, 18-21 octobre 2021)^a. Il donne un aperçu des contributions et des dépenses liées à l'exécution du programme de travail de la Convention pour 2022-2025, du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2022. Il donne également un aperçu des contributions et des dépenses liées à l'exécution du programme de travail de la Convention pour 2018-2021, en 2021. Ce dernier aperçu concerne la période commençant après celle sur laquelle porte le rapport sur les contributions et les dépenses liées à l'exécution du programme de travail de la Convention pour 2018-2021^b, lequel a été soumis à la septième session de la Réunion des Parties.

^a Voir ECE/MP.PP/2021/2/Add.1, décision VII/5, annexe I, point X disponible à l'adresse suivante : https://unece.org/environmental-policy/events/Aarhus_Convention_MoP7#:~:text=The%20seventh%20session%20of%20the,18%20to%2021%20October%202021.

^b Voir ECE/MP.PP/2021/4, disponible à l'adresse suivante : https://unece.org/environmental-policy/events/Aarhus_Convention_MoP7#:~:text=The%20seventh%20session%20of%20the,18%20to%2021%20October%202021.



Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Considérations générales..... | 3 |
| II. Contributions..... | 3 |
| A. Contributions financières versées et annoncées..... | 4 |
| B. Contributions en nature..... | 10 |
| III. Montant estimatif des dépenses et prévisions de dépenses | 10 |

I. Considérations générales

1. Le présent rapport donne un aperçu des contributions et des dépenses liées à l'exécution du programme de travail de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) pour 2018-2021¹, en 2021, ainsi que du programme de travail de la Convention d'Aarhus pour 2022-2025² au 1^{er} avril 2022, ces deux périodes constituant la période considérée. Au cours de cette période, le secrétariat est demeuré très prudent dans l'affectation de ses ressources. Cela tient essentiellement au fait qu'au début de l'exercice, beaucoup de contributions n'avaient pas encore été reçues, d'où une incertitude quant à la disponibilité des fonds nécessaires à l'exécution du programme de travail. Le secrétariat a déployé différents moyens pour encourager les contributions en nature de manière à moins solliciter le fonds d'affectation spéciale. Il continuera de rechercher des synergies avec les autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement de la Commission économique pour l'Europe (CEE), les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires afin de maintenir un nombre satisfaisant d'activités et de partager les coûts d'exécution. Le renforcement des capacités des autorités compétentes et l'appui consultatif aux Parties ont été assurés par le personnel tout au long de l'exécution des activités dans différents domaines, notamment l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel, l'accès à la justice, les organismes génétiquement modifiés, la promotion de la Convention et de ses principes, et les mécanismes d'établissement de rapports et d'examen du respect des dispositions.

2. Pour assurer la continuité des travaux menés au titre de la Convention, il est primordial de pourvoir au financement à long terme des dépenses de personnel. La prolongation des contrats du personnel financés au moyen du fonds d'affectation spéciale de la Convention d'Aarhus dépend de la disponibilité et du montant des contributions reçues. Étant donné que le dispositif financier actuel repose sur des contributions volontaires sans fournir d'indication quant à leur ordre de grandeur, le niveau des contributions ne cesse de fluctuer, ce qui rend le financement des postes extrabudgétaires aléatoire et imprévisible. Comme les années précédentes, le secrétariat s'est donc vu dans l'obligation d'accorder la priorité à la sécurisation des fonds destinés aux dépenses de personnel, qui doivent être réservés au moins un an avant toute embauche. C'est uniquement grâce aux économies réalisées les années précédentes qu'il a été en mesure d'allouer suffisamment de fonds aux dépenses de personnel et au financement des activités menées au cours de la période considérée.

3. Pour assurer la continuité des travaux et le respect des engagements, le secrétariat a dû régulièrement revoir la répartition des tâches entre ses collaborateurs, afin que le travail soit fait en temps voulu lorsqu'il existait des priorités concurrentes. De plus, sa lourde charge de travail et les demandes de conseils qu'il reçoit continuellement mettent son personnel à rude épreuve, en particulier dans le domaine d'activité relatif au mécanisme d'examen du respect des dispositions et, en période de pointe, le taux de travail du personnel concerné a bien souvent été nettement supérieur à 100 %.

4. En raison des restrictions liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le secrétariat a dû s'adapter à de nouvelles méthodes de travail en organisant davantage de réunions en ligne ou selon des modalités hybrides. Le nombre limité de salles de réunion équipées pour la tenue de réunions en ligne ou de réunions hybrides au Palais des Nations à Genève et le manque de personnel dûment formé et de services d'interprétation pour la participation à distance ont eu des incidences financières.

II. Contributions

5. Les montants figurant dans les colonnes « Montant ajusté des contributions » des tableaux 1 et 2 ci-après ont pour objet de donner une image plus réaliste des ressources effectivement disponibles pour une année donnée. Les contributions fournies par les Parties

¹ Voir ECE/MP.PP/2017/2/Add.1, décision VI/5, annexe I, point X.

² Voir ECE/MP.PP/2021/2/Add.1, décision VII/5, annexe I, point X.

et les signataires sont souvent destinées à être utilisées une autre année que celle où elles ont été versées ou reçues. Le montant ajusté des contributions pour une année donnée est égal aux contributions reçues pendant cette année, moins toute partie réservée à une utilisation ultérieure, plus les contributions reçues au cours d'autres années, mais destinées à être utilisées durant l'année de référence. Si les contributions requises pour une année donnée ne sont pas versées en temps voulu, le secrétariat est contraint d'utiliser les fonds disponibles en fonction des besoins. Les montants présentés dans les différents tableaux ont été arrondis ; ils tiennent également compte des variations liées à la fluctuation des taux de change entre le moment où les contributions sont annoncées et le moment où les fonds sont versés et d'éventuels frais bancaires. Les contributions annoncées au 1^{er} avril 2022 pour la période 2021-2022 figurent dans le tableau 3 ci-après.

A. Contributions financières versées et annoncées

6. Par souci de clarté, un aperçu complet des contributions pour 2021 et 2022 est présenté ci-après. Les nouvelles contributions reçues depuis la septième session de la Réunion des Parties (Genève, 18-21 octobre 2021) sont en italique.

Tableau 1
Contributions reçues en 2021 et pour 2021 au titre de la Convention et du Protocole, au 1^{er} avril 2022

(En dollars des États-Unis)

| <i>Donateur</i> | <i>Montant effectif des contributions en 2021</i> | <i>Montant ajusté des contributions pour 2021</i> | <i>Remarques</i> |
|--------------------|---|---|--|
| Albanie | 3 000 | 3 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 3 000 | 3 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Allemagne | — | 60 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020 |
| | 60 000 | — | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021</i> |
| | 29 308 | 29 308 | Contribution additionnelle au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 destinée, par exemple, à appuyer les activités de renforcement des capacités des experts de pays en transition économique, y compris en vue de leur participation à la quatrième session de la Réunion des Parties, et à assurer la maintenance de la plateforme PRTR.net et les activités de promotion du Protocole auprès des États non Parties. |
| Arménie | 500 | 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, 2022 et 2023, reçu en 2021 ^a |
| Autriche | — | 11 751 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020 |
| | 86 009 | 86 009 | <i>Contribution additionnelle pour 2021 destinée à appuyer les activités relatives aux procédures et aux mécanismes facilitant l'application de la Convention (par exemple, le mécanisme de réaction rapide)</i> |
| | — | 5 875 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020 |
| | 5 631 | — | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021</i> |
| Bélarus | 500 | 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Belgique (Fédéral) | 23 585 | 25 585 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |

| <i>Donateur</i> | <i>Montant effectif des contributions en 2021</i> | <i>Montant ajusté des contributions pour 2021</i> | <i>Remarques</i> |
|---|---|---|--|
| Belgique (Région de Bruxelles-Capitale) | 1 152 | 1 152 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Belgique (Région flamande) | 8 499 | 8 499 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Belgique (Région wallonne) | 4 120 | 4 120 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Bulgarie | 1 674 | 1 674 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 500 | 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Chypre | 500 | 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 500 | 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Croatie | 3 000 | 3 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 3 000 | 3 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Danemark | 21 380 | 21 380 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 10 380 | 10 380 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Espagne | 5 945 | 5 945 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 11 891 | 11 891 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Estonie | 1 220 | 1 220 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 610 | 610 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Finlande | 5 000 | 5 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 5 000 | 5 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| France | — | 70 575 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020 |
| | 79 268 | — | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021 |
| | 23 781 | 23 781 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Géorgie | 1 000 | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 500 | 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Hongrie | 5 000 | 5 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 500 | 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Irlande | — | 8 813 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020 |
| | 8 446 | — | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021 |
| | 84 459 | — | Contribution additionnelle destinée à appuyer l'exécution du programme de travail de la Convention d'Aarhus pour 2022-2025 (mécanisme de réaction rapide), reçue en 2021 |
| | — | 5 288 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020 |
| | 5 068 | — | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021 |
| Islande | 1 500 | 1 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Italie | 112 613 | 112 613 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Kazakhstan | 1 000 | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 985 | 985 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Lettonie | 2 000 | 2 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 1 166 | 1 166 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |

| <i>Donateur</i> | <i>Montant effectif des contributions en 2021</i> | <i>Montant ajusté des contributions pour 2021</i> | <i>Remarques</i> |
|-------------------|---|---|--|
| Lituanie | — | 2 389 | Au titre de la Convention d'Aarhus et du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020 |
| Luxembourg | 6 120 | — | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2020, reçu en 2021 |
| | 1 820 | — | Contribution additionnelle au titre de la Convention d'Aarhus pour 2020, reçue en 2021 |
| | 1 213 | — | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2020, reçu en 2021 |
| | — | 11 236 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2022</i> |
| | — | 1 500 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2022</i> |
| Macédoine du Nord | 1 500 | 1 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 ^a |
| Malte | 477 | 477 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Monténégro | — | 1 227 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020 |
| | 1 224 | 1 224 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Norvège | 22 500 | 22 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 44 530 | 44 530 | <i>Contribution additionnelle destinée à appuyer l'exécution du programme de travail de la Convention d'Aarhus en 2021 (par exemple, les activités liées au mécanisme de réaction rapide et au mécanisme d'examen du respect des dispositions)</i> |
| | 22 500 | 22 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Pays-Bas | 59 666 | 59 666 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 41 322 | 41 322 | <i>Contribution additionnelle au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 destinée à appuyer les activités relatives à l'établissement de rapports et à l'examen du respect des dispositions</i> |
| | 23 866 | 23 866 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Pologne | 5 631 | 5 631 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021</i> |
| | 3 000 | 3 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021</i> |
| Portugal | 500 | 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | 500 | 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| Roumanie | — | 500 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2022</i> |
| | 103 | — | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2020, reçu en 2021 |
| | — | 500 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2022</i> |
| Royaume-Uni | — | 46 512 | Au titre de la Convention d'Aarhus et du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020 |
| Slovaquie | — | 1 175 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020 |
| | 1 147 | — | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021</i> |
| | — | 588 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020 |

| <i>Donateur</i> | <i>Montant effectif des contributions en 2021</i> | <i>Montant ajusté des contributions pour 2021</i> | <i>Remarques</i> |
|--|---|---|--|
| | 573 | — | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021</i> |
| Slovénie | — | 588 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020</i> |
| | 4 177 | 4 177 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021</i> |
| Suède | 35 000 | 35 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021</i> |
| | 18 000 | 18 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021</i> |
| Suisse | 43 908 | 43 908 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, dont un montant de 20 000 francs suisses destiné notamment à appuyer le renforcement des capacités des experts de pays en transition économique</i> |
| | 77 864 | 77 864 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, dont un montant de 50 000 francs suisses destiné notamment à appuyer le renforcement des capacités des experts de pays en transition économique</i> |
| Tadjikistan | 500 | 500 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021</i> |
| Tchéquie | — | 5 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2020</i> |
| | — | 10 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2020</i> |
| | 5 000 | — | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021</i> |
| | 10 000 | — | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021</i> |
| Ukraine | — | 6 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2020 et 2021, reçu en 2022^a</i> |
| | — | 2 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2018, 2019, 2020 et 2021, reçu en 2022^a</i> |
| Union européenne | 118 906 | 118 906 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021</i> |
| | 12 170 | 12 170 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021</i> |
| Total | 1 181 907 | 1 169 776 | |
| Montant exclusivement affecté au Protocole sur les RRTP | 269 333 | 276 284 | |

Abréviation : RRTP : registre des rejets et transferts de polluants.

^a Dans le cas des cotisations couvrant plusieurs années, ce montant est comptabilisé intégralement uniquement pour les montants ajustés des contributions pour 2021.

Tableau 2
Contributions reçues en 2022 et pour 2022 au titre de la Convention et du Protocole,
au 1^{er} avril 2022

(En dollars des États-Unis)

| <i>Donateur</i> | <i>Montant effectif des contributions en 2022</i> | <i>Montant ajusté des contributions pour 2022</i> | <i>Remarques</i> |
|-----------------|---|---|--|
| Albanie | 3 000 | 3 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 3 000 | 3 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Allemagne | — | 60 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021</i> |
| | 29 090 | 29 090 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Autriche | 11 351 | 11 351 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 85 616 | 85 616 | <i>Contribution additionnelle pour 2022 destinée à appuyer les activités relatives aux procédures et aux mécanismes facilitant l'application de la Convention (mécanisme de réaction rapide)</i> |
| | — | 5 631 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021</i> |
| Bulgarie | 2 656 | 2 656 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| Croatie | 3 000 | 3 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 3 000 | 3 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Danemark | 21 380 | 21 380 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 10 700 | 10 700 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| France | — | 79 268 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021</i> |
| Hongrie | 4 500 | 4 500 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 1 000 | 1 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Irlande | — | 8 446 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021</i> |
| | — | 84 459 | <i>Contribution additionnelle destinée à appuyer l'exécution du programme de travail de la Convention d'Aarhus pour 2022-2025 (mécanisme de réaction rapide), reçue en 2021</i> |
| | — | 5 068 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021</i> |
| Lettonie | 2 000 | 2 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| Luxembourg | 11 236 | — | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2022</i> |
| | 1 685 | — | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2022</i> |
| Monténégro | 1 139 | 1 139 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 1 139 | 1 139 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Norvège | 22 485 | 22 485 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 22 500 | 22 500 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Pays-Bas | 56 180 | 56 180 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 22 472 | 22 472 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Portugal | 1 000 | 1 000 | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022</i> |
| | 1 000 | 1 000 | <i>Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022</i> |
| Roumanie | 500 | — | <i>Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021, reçu en 2022</i> |

| <i>Donateur</i> | <i>Montant effectif des contributions en 2022</i> | <i>Montant ajusté des contributions pour 2022</i> | <i>Remarques</i> |
|---|---|---|--|
| | 500 | — | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021, reçu en 2022 |
| Slovaquie | — | 1 147 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021 |
| | — | 573 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021 |
| Suède | 34 980 | 34 980 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | 18 000 | 18 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Tchéquie | — | 5 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022, reçu en 2021 |
| | — | 10 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022, reçu en 2021 |
| Ukraine | 6 000 | — | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2020 et 2021, reçu en 2022 |
| | 2 000 | — | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2018, 2019, 2020 et 2021, reçu en 2022 |
| Total | 383 109 | 620 780 | |
| Montant exclusivement affecté au Protocole sur les RRTP | 116 086 | 133 173 | |

Tableau 3
Contributions annoncées pour 2021-2022, au 1^{er} avril 2022

(Dans la devise d'origine)

| <i>Donateur</i> | <i>Devise d'origine</i> | <i>Montant</i> | <i>Remarques</i> |
|-----------------------|-------------------------|----------------|--|
| Chypre | \$ | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | \$ | 1 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Espagne | € | 5 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | € | 10 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Finlande | € | 10 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | € | 3 300 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Géorgie | \$ | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | \$ | 1 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Kazakhstan | \$ | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | \$ | 1 000 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Kirghizistan | \$ | 500 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 (la contribution annoncée pour 2020 est également en attente) |
| Luxembourg | € | 10 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| | € | 1 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| République de Moldova | \$ | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| | \$ | 500 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2021 |
| | \$ | 1 000 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2022 |
| Royaume-Uni | \$ | 46 512 | Au titre de la Convention d'Aarhus et du Protocole sur les RRTP pour 2022 |
| Serbie | \$ | 1 800 | Au titre de la Convention d'Aarhus pour 2021 |
| Union européenne | \$ | 12 170 | Au titre du Protocole sur les RRTP pour 2022 |

B. Contributions en nature

7. Les contributions en nature ci-après ont été apportées au cours de la période à l'examen³ :

a) Aide fournie par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) visant à permettre aux représentants d'organisations non gouvernementales et de gouvernements, aux représentants du pouvoir judiciaire et à un certain nombre de participants des centres Aarhus de se rendre aux réunions des organes subsidiaires organisées au titre de la Convention et du Protocole et aux centres Aarhus de mener à bien les activités pertinentes relevant de la Convention et du Protocole ;

b) Aide de la Suisse et de la Géorgie à la tenue d'une réception organisée à l'occasion du vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention d'Aarhus, du débat conjoint de haut niveau de la septième session de la Réunion des Parties à la Convention et de la quatrième session de la Réunion des Parties au Protocole sur les RRTP ;

c) Aide de l'Union européenne et de l'Agence européenne pour l'environnement destinée à promouvoir les activités relatives à la diffusion de l'information en matière d'environnement en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en République de Moldova ;

d) Aide du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la traduction d'une formation en ligne sur l'objectif de développement durable 16, la Convention d'Aarhus et l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), disponible sur la plateforme d'apprentissage InforMEA ;

e) Aide du Gouvernement allemand à la création et à la promotion de RRTP dans les pays d'Europe du Sud-Est et en République de Moldova.

III. Montant estimatif des dépenses et prévisions de dépenses

8. Les montants estimatifs des dépenses et les prévisions de dépenses indiqués dans les tableaux 4 et 5 ci-après ne portent que sur les dépenses destinées à être financées par les contributions volontaires versées au fonds d'affectation spéciale conformément aux mécanismes financiers de la Convention et du Protocole. Ils ne comprennent pas les dépenses qui seront en principe financées au titre du budget ordinaire de l'ONU. Les chiffres ont été arrondis et peuvent varier en fonction des règles administratives de l'ONU. Les montants estimatifs indiqués sont ceux liés à l'exécution du programme de travail pour 2018-2021 et les prévisions de dépenses sont celles qui se rapportent à l'exécution du programme de travail pour 2022-2025 au titre de la Convention d'Aarhus. Les dépenses liées au Protocole sur les RRTP sont portées à la connaissance des organes créés en vertu du Protocole.

Tableau 4

Montant estimatif des dépenses pour la période allant de janvier à décembre 2021

(En dollars des États-Unis)

| <i>Domaine d'activité</i> | <i>Objet de dépense</i> | <i>Dépenses</i> |
|-----------------------------|----------------------------|---------------------|
| I. Accès à l'information | Journées de travail | 57 459 ^a |
| | Sous-traitance/consultants | 505 |
| Total partiel | | 57 964 |
| II. Participation du public | Journées de travail | 9 043 ^b |
| | Total partiel | 9 043 |
| III. Accès à la justice | Journées de travail | 67 035 ^c |

³ Les contributions en nature destinées exclusivement aux activités menées au titre du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants seront présentées dans le rapport au Groupe de travail des Parties au Protocole.

| <i>Domaine d'activité</i> | <i>Objet de dépense</i> | <i>Dépenses</i> |
|--|--|----------------------|
| Total partiel | | 67 035 |
| IV. Organismes génétiquement modifiés | Journées de travail | — |
| Total partiel | | — |
| V. Mécanisme d'examen du respect des dispositions | Journées de travail | 211 375 ^d |
| | Sous-traitance/consultants | 37 678 |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 14 308 |
| Total partiel | | 263 361 |
| VI. Renforcement des capacités ^e | Journées de travail | 28 729 ^f |
| Total partiel | | 28 729 |
| VII. Mécanisme d'établissement de rapports | Journées de travail | — ^g |
| | Sous-traitance/consultants | 17 827 |
| Total partiel | | 17 827 |
| VIII. Sensibilisation et promotion de la Convention | Journées de travail | 22 787 ^h |
| Total partiel | | 22 787 |
| IX. Promotion des Lignes directrices d'Almaty et d'autres formes d'interaction avec les organismes et processus internationaux concernés | Journées de travail | 26 955 ⁱ |
| Total partiel | | 26 955 |
| X. Coordination et supervision des activités intersessions, y compris des préparatifs de la septième session ordinaire de la Réunion des Parties | Journées de travail | 32 364 ^j |
| | Sous-traitance/consultants | 17 516 |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 64 895 |
| Total partiel | | 110 593 |
| XI. Septième session ordinaire de la Réunion des Parties | | — ^k |
| Total partiel | | — |
| XII. Domaines d'appui horizontal | Journées de travail (services de secrétariat) ^l | 100 693 |
| | Frais techniques, autres dépenses de fonctionnement et dépenses d'appui (y compris les dépenses d'équipement, les licences et services informatiques, les frais financiers, les frais administratifs et les frais de voyage, les frais bancaires, les coûts d'organisation des réunions hybrides, des sessions de formation, etc.) | 42 085 |
| Total partiel | | 142 778 |

| <i>Domaine d'activité</i> | <i>Objet de dépense</i> | <i>Dépenses</i> |
|--|-------------------------|-----------------|
| Total (domaines d'activité I à XII) | | 751 254 |
| Dépenses d'appui aux programmes (13 %) | | 97 663 |
| Total général | | 848 918 |

Abréviation : Lignes directrices d'Almaty = Lignes directrices d'Almaty sur les moyens de promouvoir l'application des principes de la Convention d'Aarhus dans les instances internationales.

Notes : Les prévisions de dépenses liées aux postes d'administrateur et d'agent des services généraux qui figurent dans les notes a à l ci-après sont obtenues en multipliant le temps de travail du personnel dans chaque domaine d'activité par la somme des coûts salariaux annuels prévus à la classe indiquée. Une ventilation par fonctionnaire est également donnée ci-après.

^a Administrateurs, y compris la responsabilité des outils d'information électroniques au titre de la Convention, un fonctionnaire P-3 à 30 % d'équivalent plein temps (EPT) de janvier à décembre 2021.

^b Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 10 % d'EPT de janvier à juin 2021.

^c Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 35 % d'EPT de janvier à décembre 2021.

^d Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 80 % d'EPT de janvier à décembre 2021 et un fonctionnaire P-3 à 80 % d'EPT de janvier à juin 2021.

^e Entrent dans cette catégorie les activités qui ont trait à la coordination et qui contribuent à renforcer les capacités dans des domaines se rapportant à la Convention dans son ensemble. Les activités de renforcement des capacités dans un domaine particulier visé par la Convention (accès à l'information, participation du public au processus décisionnel, accès à la justice, ou organismes génétiquement modifiés, par exemple) sont comptabilisées sous ce domaine ou sous « Mécanisme d'examen du respect des dispositions », selon qu'il convient.

^f Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 15 % d'EPT de janvier à décembre 2021.

^g Les dépenses de personnel apparaissent sous le domaine d'activité X.

^h Administrateurs, deux fonctionnaires P-3 à 5 % d'EPT, chacun de janvier à décembre 2021, et un fonctionnaire P-3 à 5 % d'EPT de janvier à juin 2021.

ⁱ Administrateurs, total des dépenses afférentes aux fonctionnaires P-3 à 15 % d'EPT de janvier à décembre 2021 (un fonctionnaire P-3 à 10 % d'EPT et un fonctionnaire P-3 à 5 % d'EPT).

^j Administrateurs, y compris conseils juridiques et tâches à caractère général, total des dépenses afférentes à un fonctionnaire P-3 à 10 % d'EPT et un fonctionnaire P-3 à 5 % d'EPT de janvier à décembre 2021, et un fonctionnaire P-3 à 5 % d'EPT de janvier à juin 2021.

^k Les dépenses apparaissent sous le domaine d'activité X.

^l Services de secrétariat, un agent des services généraux G-5 à 70 % d'EPT de janvier à décembre 2021, le reste de son temps de travail, soit 30 %, étant consacré au Protocole.

Tableau 5
Prévisions de dépenses pour la période allant de janvier à décembre 2022

(En dollars des États-Unis)

| <i>Domaine d'activité</i> | <i>Objet de dépense</i> | <i>Dépenses</i> |
|-----------------------------|--|---------------------|
| I. Accès à l'information | Journées de travail | 54 000 ^a |
| | Sous-traitance/consultants | 2 000 |
| Total partiel | | 56 000 |
| II. Participation du public | Journées de travail | 54 000 ^b |
| | Sous-traitance/consultants | 2 000 |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 30 000 |
| | Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance (personnel en mission) | 3 500 |
| | Total partiel | 89 500 |
| III. Accès à la justice | Journées de travail | 63 000 ^c |
| | Sous-traitance/consultants | 2 000 |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 30 000 |
| | Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance (personnel en mission) | 3 500 |

| <i>Domaine d'activité</i> | <i>Objet de dépense</i> | <i>Dépenses</i> |
|---|--|----------------------|
| Total partiel | | 98 500 |
| IV. Organismes génétiquement modifiés | Journées de travail | 9 000 ^d |
| | Sous-traitance/consultants | 2 000 |
| Total partiel | | 11 000 |
| V. Mécanisme d'examen du respect des dispositions, notamment : V.1 – Comité d'examen du respect des dispositions ; V.2 – Rapporteur chargé des questions relatives à l'article 3 (par. 8) de la Convention | Journées de travail | 441 000 ^e |
| | Sous-traitance/consultants | 20 000 |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 90 000 |
| | Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance (personnel en mission) | 5 000 |
| Total partiel | | 484 000 |
| VI. Renforcement des capacités ^f | Journées de travail | 36 000 ^g |
| | Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance (personnel en mission) | 5 000 |
| Total partiel | | 113 000 |
| VII. Mécanisme d'établissement de rapports | Journées de travail | — ^h |
| Total partiel | | — |
| VIII. Sensibilisation et promotion de la Convention | Journées de travail | 9 000 ⁱ |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 5 000 |
| | Frais de voyage, indemnités journalières de subsistance (personnel en mission) | 3 000 |
| Total partiel | | 17 000 |
| IX. Promotion des Lignes directrices d'Almaty et d'autres formes d'interaction avec les organismes et processus internationaux concernés | Journées de travail | 18 000 ^j |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts) | 5 000 |
| Total partiel | | 23 000 |
| X. Coordination et supervision des activités intersessions, y compris des préparatifs des réunions du Groupe de travail des Parties, du Bureau de la Convention et de la troisième session extraordinaire de la Réunion des Parties | Journées de travail | 36 000 ^k |
| | Frais de voyage et indemnités journalières de subsistance (experts/participants) | 40 000 |
| Total partiel | | 76 000 |
| XI. Huitième session ordinaire de la Réunion des Parties | | — ^l |
| Total partiel | | — |

| <i>Domaine d'activité</i> | <i>Objet de dépense</i> | <i>Dépenses</i> |
|--|--|------------------|
| XII. Domaines d'appui horizontal | Journées de travail (services de secrétariat) ^m | 98 000 |
| | Frais techniques, autres dépenses de fonctionnement et dépenses d'appui (y compris les dépenses d'équipement, les licences et services informatiques, les frais financiers, les frais administratifs et les frais de voyage, les frais bancaires, les coûts d'organisation des réunions hybrides, des sessions de formation, etc.) | 40 000 |
| Total partiel | | 138 000 |
| Total (domaines d'activité I à XII) | | 1 106 000 |
| Dépenses d'appui aux programmes (13 %) | | 143 500 |
| Total général | | 1 249 780 |

Notes : Les prévisions de dépenses liées aux postes d'administrateur et d'agent des services généraux qui figurent dans les notes *a* à *m* ci-après sont obtenues en multipliant le temps de travail du personnel dans chaque domaine d'activité par la somme des coûts salariaux annuels prévus à la classe indiquée. Une ventilation par fonctionnaire est également donnée ci-après.

^a Administrateurs, y compris la responsabilité des outils d'information électroniques au titre de la Convention, un fonctionnaire P-3 à 30 % d'équivalent plein temps (EPT) de janvier à décembre 2022.

^b Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 30 % d'EPT de janvier à décembre 2022.

^c Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 35 % d'EPT de janvier à décembre 2022.

^d Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 5 % d'EPT de janvier à décembre 2022.

^e Administrateurs, total des dépenses afférentes aux fonctionnaires P-3 à 205 % d'EPT de janvier à décembre 2022 (un fonctionnaire P-3 à 80 % d'EPT, un fonctionnaire P-3 à 70 % d'EPT et un fonctionnaire P-3 à 55 % d'EPT), y compris pour des activités de services et le renforcement des capacités.

^f Entrent dans cette catégorie les activités qui ont trait à la coordination et qui contribuent à renforcer les capacités dans des domaines se rapportant à la Convention dans son ensemble. Les activités de renforcement des capacités dans un domaine particulier visé par la Convention (accès à l'information, participation du public au processus décisionnel, accès à la justice, ou organismes génétiquement modifiés, par exemple) sont comptabilisées sous ce domaine ou sous « Mécanisme d'examen du respect des dispositions », selon qu'il convient.

^g Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 20 % d'EPT et un fonctionnaire P-3 à 40 % d'EPT de janvier à décembre 2022.

^h Les dépenses de personnel apparaissent sous le domaine d'activité X.

ⁱ Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 5 % d'EPT de janvier à décembre 2022.

^j Administrateurs, un fonctionnaire P-3 à 10 % d'EPT de janvier à décembre 2022.

^k Administrateurs, y compris conseils juridiques et tâches à caractère général, total pour des fonctionnaires P-3 à 20 % d'EPT de janvier à décembre 2021 (un fonctionnaire P-3 à 10 % d'EPT et deux fonctionnaires P-3 à 5 % d'EPT chacun).

^l Les dépenses apparaissent sous le domaine d'activité X.

^m Services de secrétariat, un agent des services généraux G-5 à 70 % d'EPT de janvier à décembre 2022, le reste de son temps de travail, soit 30 %, étant consacré au Protocole.